



Les chiffres du réalisme sur le budget et le vieillissement

2010/38
26 | 05 | 2010



Marc De Vos
Director
Itinera Institute

Quand Winston Churchill devint premier ministre du Royaume-Uni en 1940, il déclara ne pouvoir offrir que « blood, toil, tears, and sweat » (du sang, du labeur, des larmes et de la sueur). La Belgique ne fait pas face à une guerre mondiale, mais notre pénible situation économique et budgétaire devrait mobiliser les partis politiques à faire un aveu public analogue. Le Bureau du Plan a fait la une des journaux en annonçant que la Belgique devait économiser au moins 22 milliards d'euros au cours des prochaines années. Le message et les chiffres ne sont pourtant pas nouveaux, mais le timing du Bureau du Plan tombe à pic. En pleine campagne électorale, une dose de réalisme est la bienvenue.

Seulement: les chiffres du Bureau du Plan cachent une réalité encore plus difficile. La situation est encore pire que ce que les indispensables économies ne le laissent entendre. En volume, l'effort budgétaire est semblable à celui des années 1980s. Mais à l'époque, les gouvernements étaient aidés par une baisse des charges d'intérêt, par une dévaluation générale et par une importante réduction des dépenses d'investissement. Aucune de ces pistes n'est praticable aujourd'hui : le taux d'intérêt est à un niveau historiquement bas et risque même de gonfler la dette si elle reprend, l'euro empêche le recours au frein de secours de la dévaluation (pensez à la Grèce) et les investissements se sont déjà réduits.

Oubliez également les interventions uniques sous l'adage "vendons les bijoux de famille": il s'agit de besoins d'épargne récurrents, et puis nous n'avons plus tellement de bijoux à vendre. En outre, notre construction financière s'est fortement compliquée depuis l'édification de la Belgique fédérale. Les économies annoncées se heurteront rapidement au sous-financement du niveau fédéral et deviendront donc une question communautaire hyper chargée.

L'exercice d'épargne annoncé flirtera donc avec le jamais vu. Et ce ne sont que les préliminaires. Le vrai défi reste le vieillissement qui pèsera encore de longues décennies sur les budgets publics. Une économie de 22 milliards d'euros

“

L'exercice d'épargne annoncé flirtera donc avec le jamais vu. Et ce ne sont que les préliminaires. Le vieillissement n'est tout simplement pas financé et toutes les prémisses et projections sur la question sont bonnes pour la poubelle.

”

devra équilibrer notre budget en 2015, avec une dette publique de plus de 100% du produit national. Or, la Belgique avait compté sur une dette de 60%, ce qui représente un déficit supplémentaire

d'environ 150 milliards d'euros dont nous avons besoin pour le vieillissement. De même, la

croissance de l'économie belge restera bien en-dessous des prévisions passées; encore un accablement supplémentaire et récurrent de plusieurs milliards. Idem pour l'emploi.

Bref, le vieillissement n'est tout simplement pas financé et toutes les prémisses et projections sur la question sont bonnes pour la poubelle. Nos soins de santé et nos pensions sont sur du sable mouvant. L'étude de l'année n'est pas celle du Bureau du Plan mais bien celle du Conseil Supérieur des Finances qui estime, chaque année, le coût budgétaire du vieillissement. Rendez-vous en juin. Une chose est déjà certaine : il faudra encore se serrer la ceinture bien après 2015. Au lieu de réduire progressivement les déficits, nous devons réaliser des surplus budgétaires systématiques pour retrouver une sécurité sociale durable. L'unique

chemin vers des surplus, c'est bien la croissance. Et alors reviennent ces autres problèmes structurels de notre pays : la compétitivité, l'innovation, l'entrepreneuriat, les coûts salariaux, l'allongement des carrières, le poids du secteur public – vous connaissez sans doute par cœur cette liste des priorités récurrentes mais jamais réellement solutionnées.

C'est pourquoi tous les programmes électoraux devraient répondre aux questions suivantes. Sur quoi allez-vous économiser en dépensant moins? Sur quoi allez-vous économiser en réalisant des gains d'efficacité? Qu'allez-vous taxer davantage et à quel coût économique? Quelles réformes stratégiques proposez-vous pour garantir des soins de santé accessibles et de qualité? Comment allez-vous stabiliser le système des pensions sans créer encore plus de dérapages budgétaires? Quels choix allez-vous faire pour mieux faire fonctionner l'économie et le marché du travail belges? Comment allez-vous rendre les services publics plus efficaces pour le citoyen? Combien coûtent ou rapportent les mesures que vous proposez? Tout cela peut alors être transmis à un organe indépendant pour qu'il compare toutes les propositions des partis et en fasse l'addition. Ce serait une belle mission pour le Bureau du Plan; aux Pays-Bas, c'est déjà le cas depuis

des années.

L'enjeu des élections et de la prochaine législature est donc clair. Du sang, à savoir les sacrifices nécessaires pour renverser les déraillements budgétaires. De la sueur, à savoir les grands efforts stratégiques pour redresser l'organisation et le financement de la sécurité sociale. Des larmes, à savoir la réforme du marché du travail, de la fiscalité et de l'économie pour davantage de dynamisme et d'activité et moins de fraude. Le tout arrosé d'une nouvelle sauce communautaire de transparence, de cohérence et de responsabilité. Il n'y a qu'une mobilisation collective et sans dogme qui nous fera éviter un scénario de déclin à la Grecque. Il n'y a pas de solution miracle. Une surenchère de promesses électorales ou une chasse aux ennemis faciles n'ont aucun sens. L'opinion publique a droit à la vérité, même si celle-ci est difficile à entendre.

Marc De Vos

Professeur à l'Université de Gand
Directeur de l'Initera Institute

Paru dans La Libre du 26/05/2010

Pour une croissance économique
et une protection sociale durables.